

Répression sanglante en Tunisie

Le bilan des affrontements entre la police tunisienne et les manifestants qui se sont soulevés contre le chômage et le sous-développement dans les provinces de l'intérieur du pays s'alourdit. Et l'on parle de 20 morts déjà, huit selon le ministère de l'Intérieur tunisien.

Les chiffres divergent, suivant les sources citées par les médias étrangers, officiels ou d'opposition.

Or, la presse officielle tunisienne (le quotidien arabophone gouvernemental Assabah, surtout) a préféré donner de l'espace au référendum du Sud-Soudan et rares sont les journaux ayant évoqué des troubles.

Les manifestations, encadrées dès lors par les organisations de la société civile et surtout de l'Union générale des



travailleurs tunisiens (UGTT), rallient de plus en plus de protestataires et la police, débordée, en riposte par des balles réelles pour les disperser.

Des troubles qui commencent à prendre des proportions plutôt incontrôlables du moment qu'il y a mort d'hommes.

Le pays, réputé pour être des plus paisible de la région en raison de la sérénité qui y régnait, ayant fait de lui une destination privilégiée des touristes européens surtout, flope économiquement et sombre ainsi dans les émeutes, suscitant désormais des réactions pas si diplomatiques de la part des amis même du régime de Ben Ali et aussi le tollé de la communauté tunisienne à l'étranger.

R. I.

Bilans contradictoires

Un dirigeant de l'opposition a fait état hier d'au moins 20 personnes tuées par balles à Thala et Kasserine, dans le centre-ouest de la Tunisie, et a appelé le président Zine El Abidine Ben Ali à «faire cesser le feu».

«Les informations qui nous proviennent de Kasserine et Thala font état d'au moins vingt morts tombés sous les balles depuis samedi dans des affrontements qui se poursuivaient ce matin même», a déclaré à l'AFP Ahmed Nejib Chebbi, chef historique du Parti démocratique progressiste (PDP, opposition légale). «On a tiré sur les cortèges funèbres», a-t-il affirmé, expliquant tenir ses informations des relais de son parti dans les deux villes.

Affirmant vouloir attirer l'attention du chef de l'Etat sur «la gravité de la situation», M. Chebbi l'a appelé à «faire cesser le feu immédiatement».

«J'adresse un appel urgent au président de la République pour lui demander de faire cesser le feu immédiatement afin d'épargner la vie des citoyens innocents et de respecter leur droit à manifester», a-t-il déclaré.

Selon des témoignages concordants recoupés par



l'AFP, au moins quatre personnes ont été tuées hier et plusieurs blessées par balles à Kasserine, à 290 km au sud de Tunis. Ces sources avaient affirmé que le bilan devrait s'alourdir dans les heures à venir en raison d'un «grand nombre de blessés graves».

Sur les quatre tués dans des affrontements avec la police, trois ont été tués par balles et identifiés. Il s'agit de Raouf Bouzid, Mohamed Amine Mbarki et Rabah Nasri, a indiqué Sadok Mahmoudi, membre du bureau exécutif du syndicat régional de Kasserine. Ce syndicaliste a fait état d'un quatrième tué sans précision d'identité.

Samedi soir, des affrontements à Thala, localité située à 50 km de Kasserine, avaient fait au moins quatre morts et six blessés graves, selon des sources syndicales.

Du côté des officiels, on affirme que huit personnes sont mortes et neuf ont été blessées pendant les affrontements survenus pendant le week-end à Thala et Kasserine, dans le centre-ouest de la Tunisie, selon les déclarations du ministre de l'Intérieur.

A Kasserine, les affrontements se sont soldés par trois morts et six blessés parmi des «assaillants», a précisé le ministère dans un communiqué publié par l'agence tunisienne TAP.

Plusieurs membres des forces de l'ordre ont été blessés dans cette même ville, dont deux se trouvaient dans «un état critique», a-t-il précisé. A Thala, trois personnes ont succombé à leurs blessures, ce qui porte à cinq le nombre de morts dans cette localité, selon le nouveau bilan du ministère, qui fait également état de trois blessés dans cette ville. Le gouvernement confirmait ainsi pour la première fois des affrontements à Kasserine. Un premier communiqué avait fait état de deux morts et huit blessés dans la seule localité de Thala. Selon le gouvernement, les forces de l'ordre ont fait usage de leurs armes, après sommation, dans un acte de «légitime défense», lorsque des individus les ont attaquées avec des engins incendiaires, de bâtons et de pierres.

Manifestation des Tunisiens à Montréal

Une soixantaine de Tunisiens du Canada, dont de nombreux étudiants, se sont rassemblés jeudi soir devant le consulat de leur pays à Montréal pour exprimer leur solidarité avec la révolte sociale de leurs compatriotes et réclamer le départ du président Zine El Abidine Ben Ali.

Bravant le froid et la neige, ils ont déployé des banderoles et des drapeaux tunisiens et scandé des slogans tels que «Ben Ali, c'est fini, Tunisiens tous unis» ou «Arrêtez le pillage, dégagez de Carthage», dans une allusion au palais présidentiel, mais aussi «Du travail et du pain pour tous les Tunisiens» et «Liberté d'expression, arrêtez la répression».

La manifestation a été organisée par un Collectif de solidarité pour la justice sociale en Tunisie, réunissant des militants d'horizons politiques divers, a indiqué à l'AFP sa coordonnatrice Sonia Djelidi.

Un rassemblement analogue d'une quarantaine de personnes s'est déroulé jeudi soir à Québec, devant le bâtiment de Radio-Canada.

Explosion devant un consulat de Tunisie en France

Le consulat de Tunisie à Pantin, près de Paris, a été la cible d'une «petite explosion» hier matin, qui a occasionné «des dégâts minimes» sur son rideau métallique, a-t-on appris de source policière, tandis que l'ambassadeur de Tunisie dénonçait un «acte terroriste».

Selon la préfecture de Seine-Saint-Denis, département où se trouve Pantin, «des hydrocarbures auxquels on a mis le feu» pourraient être à l'origine de la petite explosion. La brigade criminelle de la police judiciaire est saisie de l'enquête.

Dans une déclaration écrite à l'AFP, l'ambassadeur de Tunisie en France, Raouf Najar, a dénoncé «un acte terroriste» : «La désinformation ces derniers jours sur ce qui se passe en Tunisie est telle que tout devient possible, même cet acte terroriste.»

L'UGTT rallie la protesta

A Tunis, lors d'un rassemblement public samedi, la centrale syndicale unique, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), a proclamé son appui aux revendications «légitimes» du mouvement.

Par ailleurs, les Etats-Unis, tradition-

nel allié de la Tunisie, se sont dit «préoccupés» vendredi par les troubles et ont convoqué l'ambassadeur de ce pays à Washington, Mohamed Salah Tekaya, pour demander le respect des libertés individuelles, notamment en matière d'accès à l'internet.